

CHINE

Je soutiens les Ouïghours, les Kazakhs et les autres minorités musulmanes au Xinjiang

L'ONG chrétienne contre la torture et la peine de mort. Association reconnue d'utilité publique

ACAT
FRANCE

Monsieur le Président Xi Jinping,

À la suite des informations reçues de l'ACAT-France, je tiens à vous exprimer ma plus vive préoccupation concernant la situation des Ouïghours, des Kazakhs et d'autres minorités musulmanes au Xinjiang.

De nombreuses organisations internationales et des défenseurs des droits de l'Homme ont exprimé des préoccupations concernant les rapports faisant état de violations des droits fondamentaux, y compris des détentions massives et des restrictions sur la liberté culturelle et religieuse.

Face à cette situation, je vous appelle à :

- La libération immédiate de tous les prisonniers de conscience ;
- La mise en place d'une enquête internationale et indépendante pour que les responsables de ces atrocités soient tenus en compte ;
- Envisager des mesures pour mettre fin à ces persécutions et promouvoir un dialogue constructif qui respecte les droits de tous les citoyens.

La diversité culturelle est une véritable richesse, et il est essentiel de favoriser un environnement de paix et de respect mutuel.

En vous remerciant de votre attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

NOM :

SIGNATURE :

ADRESSE :

1€39

Son Excellence Xi Jinping
Président de la République
S/c de Son Excellence Lu Shaye
Ambassadeur de Chine en France
11 avenue Georges V
75008 Paris

Soyons solidaires et portons dans nos prières les minorités musulmanes telles les Ouïghours ou les Kazakhs, persécutées, internées arbitrairement et torturées, déniaient ainsi leur liberté de conscience.

Georges Heichelbech, membre de la commission Théologie et du groupe de travail Sensibiliser les églises

➡ **AGIR EN CHINE ET AILLEURS**

GRÂCE À VOUS

**RDC.
Libération de Jack Sinzahera
et Gloire Saasita**

Jack Sinzahera et Gloire Saasita, militants de la société civile, ont été libérés le 8 novembre 2024 après plus de trois mois de détention arbitraire à Goma, où ils avaient été arrêtés pour avoir critiqué l'état de siège. Leur libération met en lumière la répression continue en RDC, avec d'autres militants toujours emprisonnés, dans un contexte politique tendu où le Président Félix Tshisekedi envisage un troisième mandat.

L'ACAT-France reste vigilante face aux tentatives des autorités congolaises de museler les voix dissidentes.





Alors qu'ils luttent pour préserver leur identité face à la sinisation, les Ouïghours, les Kazakhs et les autres minorités musulmanes du Xinjiang, subissent de graves violations des droits humains de la part de la Chine.

Incarcérations massives, tortures et mauvais traitements

Depuis 2017, des centaines de milliers de musulmans, notamment des Ouïghours et des Kazakhs, sont internés dans des camps par les autorités chinoises. Les conditions de vie y sont sévères et inhumaines, avec un contrôle rigoureux de la vie quotidienne. Les détenus subissent des traitements cruels, tels que l'internement arbitraire, les tortures, les séances de propagande et les persécutions religieuses. Ces actions, justifiées par la lutte contre le « terrorisme » et la « transformation par l'éducation », visent à éradiquer les traditions culturelles et religieuses pour forger une identité nationale homogène. Les internés sont soumis à un endoctrinement forcé pour renoncer à leur foi et culture, tout en étant surveillés. Les témoignages d'anciens détenus révèlent des pratiques de torture systématiques, comme l'utilisation de la « chaise du tigre », infligeant des souffrances physiques et psychologiques. Un rapport de l'ONU du 27 août 2024 a confirmé l'ampleur de ces violations, qualifiant ces détentions de potentiels crimes contre l'humanité.

Persécution religieuse

L'État chinois met en œuvre un système de surveillance omniprésent, rendant la vie des musulmans du Xinjiang insupportable. Les autorités interdisent toute pratique religieuse et détruisent des sites culturels, dissimulant ces violations au monde extérieur.

À l'étranger, la persécution des Ouïghours s'intensifie. En Thaïlande, 48 d'entre eux, emprisonnés depuis 2014, risquent d'être renvoyés en Chine. Leur seul crime est d'avoir transité par l'Asie du Sud-Est pour fuir les persécutions. Bangkok aurait cédé à la pression de Pékin. Face à la menace d'un renvoi forcé, ces Ouïghours ont entamé une grève de la faim le 10 janvier 2025, selon l'ONG Human Rights Watch. Le 22 mars 2025, face à la pression internationale, la Thaïlande a nié l'expulsion imminente de ces 48 Ouïghours.

La situation au Xinjiang appelle à défendre les droits humains et protéger les identités culturelles et religieuses de ces minorités. Mobilisons-nous !



Retrouvez toutes nos actions sur [acatrance.fr](https://www.acatrance.fr)